



HAL
open science

Introduction. Le sexennat de Andres Lopez Obrador: bilan et défis

Maria Eugenia Cosio-Zavala, Ilan Bizberg

► To cite this version:

Maria Eugenia Cosio-Zavala, Ilan Bizberg. Introduction. Le sexennat de Andres Lopez Obrador: bilan et défis. Cahiers des Amériques Latines, 2024, Cahiers des Amériques latines, 104, 10.4000/123uj . halshs-04924830

HAL Id: halshs-04924830

<https://shs.hal.science/halshs-04924830v1>

Submitted on 11 Feb 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction

Le dossier : « Mexique : la 4T en débat » présenté dans ce numéro de la revue Cahiers des Amériques latines a pour objectif de dresser un bilan des 6 ans de gouvernement qui ont suivi le triomphe retentissant en 2018 d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) à la présidence du Mexique, après un parcours électoral de 18 ans. De prime abord, le nouveau président a exprimé une volonté de changement qu'il a intitulé la Cuarta Transformación (4T) (après l'Indépendance, la *Reforma* et la *Revolución de 1910*). Le pays est passé ainsi de l'espoir à la réalité d'avoir finalement vu arriver au pouvoir le premier gouvernement de gauche.

Celui-ci avait promis de sortir l'armée du combat de rue contre les cartels de la drogue ; on considérait aussi qu'il allait essayer, comme quelques autres pays d'Amérique latine qui avaient réussi dans le passé, à sortir un grand nombre de Mexicains de la pauvreté, grâce à un modèle de développement post-néolibéral et avec des politiques sociales universelles, qui allaient donner des droits à la population en lieu et place de l'assistance, et qui s'éloigneraient du clientélisme. On espérait aussi qu'un gouvernement de gauche allait encourager les mouvements sociaux qui l'ont aidé à gagner la présidence et satisfaire les revendications des communautés indiennes, des femmes, du mouvement LGTBQIA+, de l'écologie, ainsi que renforcer et approfondir les institutions que garantissent la démocratie.

Il y a certainement eu des changements dans la politique d'intervention de l'État dans l'économie, dont les résultats auront besoin de plus de recul pour être évalués, puisque les politiques sociales ainsi que les investissements dans des ouvrages publics n'auront d'effets qu'à moyen terme.

Le gouvernement de Morena a augmenté considérablement la construction des grands travaux d'infrastructure. Pourtant, au début de son mandat, il a annulé le projet de grand aéroport de la ville de Mexico, situé près du lac de *Texcoco*, à cause de ce que le gouvernement a considéré comme de la corruption et au vu des impacts écologiques sur un des plus importants centres d'absorption d'eau pour la ville de Mexico. Cette annulation a eu un impact considérable pour décourager l'investissement privé pendant la première année de la période sexennale. Le gouvernement a fait construire un autre aéroport dans

une base militaire plus éloignée (à 44 kms du centre-ville), pour compléter celui qui existe actuellement dans l'orient de la ville de Mexico (à 5 kms du centre-ville) et qui est saturé. Il a aussi entrepris la construction d'une raffinerie dans l'État de Tabasco, la première en plus de 30 ans, ainsi que deux grands réseaux ferroviaires, le Tren Maya et le train transisthmique. Ces projets avaient comme objectifs de relancer l'économie du sud du pays, le grand oublié des trente années de néo-libéralisme et du virage vers le nord, renforcé par le traité de libre-échange avec les États-Unis et le Canada. A cela s'ajoute à un nombre important de routes locales pour faciliter la connexion des populations isolées aux réseaux routiers centraux. Nonobstant, aucun de ces grands travaux n'a été précédé par des études de viabilité économique, d'impact écologique, et ils ont été entrepris sans le consentement des populations locales, comme cela est discuté dans les articles de Diana Prelorenzo et de Gabriela Torres Mazuera sur le Tren Maya.

D'autre part, le gouvernement du président López Obrador a entrepris de récupérer le contrôle de l'État sur les industries pétrolière et électrique, que les gouvernements précédents avaient abandonné afin de les privatiser. Néanmoins, les deux grandes entreprises de l'industrie énergétique mexicaine, la Comisión Federal de Electricidad (CFE) et Petróleos Mexicanos (*Pemex*), surtout cette dernière, sont très fortement endettées. L'entreprise pétrolière a vu sa production de pétrole brut diminuer régulièrement, tout comme les productions de dérivés pétroliers, résultant au présent en un poids significatif sur le budget de l'État, au lieu d'être la caisse de l'État, comme jusqu'au début de la deuxième décennie de ce siècle. D'autre part, aussi bien le sauvetage de *Pemex* que celui de la CFE, qui produit de l'électricité avec du charbon, du gaz, et de plus en plus avec du fioul produit par les raffineries mexicaines (lesquelles raffinent du pétrole très lourd), a écarté les entreprises privées qui produisaient de l'énergie renouvelable. Or celles-ci devaient contrôler plus du 50% de l'électricité du pays, selon les engagements internationaux du pays concernant la transition énergétique, entre autres celle de la COP21, du Paris, signé à la fin de l'année 2015.

Mais le plus contradictoire dans le cas de ce gouvernement, c'est que malgré son annonce de la fin du modèle néo-libéral, on constate une grande inertie du modèle économique et social antérieur, malgré le tournant des investissements dans de grands

travaux et l'accroissement de mesures redistributives de la politique sociale. Il est clair que le gouvernement de Morena n'a pas de politique industrielle, qui essaierait de transformer le modèle économique défini par l'Accord de libre-échange (ALENA) négocié par Carlos Salinas au milieu des années 90 ; traité qui, par ailleurs, a été renégocié par le gouvernement actuel, avec peu de changements (T-MEC signé en 2020). Le Mexique continue à dépendre des investissements étrangers, basés sur un modèle de sous-traitance internationale, où le pays fait figure de plateforme d'assemblage manufacturière à faible valeur ajoutée, avec peu d'intégration de la plupart des exportations à la structure productive nationale, à l'exception de l'industrie automobile, où les entreprises étrangères ont fait venir leurs fournisseurs (Bizberg, 2019).

Il est tout à fait compréhensible qu'il n'y ait pas eu de volonté de remettre en cause le TMEC, en raison de l'impact qu'il aurait sur les emplois déjà générés au niveau national, surtout dans les régions du centre et du nord du pays ; cela aurait signifié un suicide économique. Ce qui est moins compréhensible c'est que ce gouvernement n'ait mis en place aucune politique industrielle et scientifique pour tenter d'augmenter l'intégration verticale de l'économie, comme l'ont fait les pays d'Asie du Sud Est, et comme la Chine aujourd'hui, et comme l'ont essayé le Brésil et l'Argentine pendant le boom des matières premières.

Par ailleurs, durant les premières années du gouvernement de Morena, l'économie a décliné, d'après l'Institut National de Statistiques (INEGI), qui calcule qu'après la chute brutale de 2020, la reprise a été très lente. En 2020, la crise sanitaire de la Covid-19 a frappé de plein fouet le Mexique, et le pays n'est revenu au niveau du PIB de 2019 qu'au second trimestre de 2022 (INEGI, 2024)¹.

En plus de l'impulsion donnée aux grands travaux, ce gouvernement a aussi entrepris des changements de taille dans la politique sociale. Néanmoins, de même que dans le cas de la politique économique, l'inertie de la politique sociale antérieure est notable. Les politiques sociales du gouvernement ont prolongé une politique basée sur l'assistance, sur les transferts monétaires, la plupart ciblés, typiques du néo-libéralisme. Ils étaient certes

¹ <https://www.inegi.org.mx/programas/pib/2018/#tabulados>

dans certains cas plus généreux, mais en aucun cas dans le sens d'une politique plus progressiste, basée sur des services directs alloués par le gouvernement et des droits à la protection sociale : en termes de pensions, santé, éducation, soins des enfants et des personnes âgées, entre autres. Le gouvernement actuel a posé le droit à une pension non contributive pour les plus de 65 ans dans la Constitution, même si les ressources ne sont pas garanties par une taxe spécifique pour les financer, comme la CSG française, et doivent être votées dans le budget annuel. D'autre part, il a augmenté considérablement le montant mensuel alloué à ce programme, qui était très bas : environ 30 euros en 2018, tandis qu'à présent il est à hauteur de 150 euros. En plus, il a substitué le programme *Prospera* de transferts monétaires conditionnés aux familles en situation de pauvreté, alloués aux femmes en échange de plus de tâches maternelles et d'une certaine autonomie (*empowerment*) au sein de leur foyer, par des bourses ciblées pour les étudiants des différents niveaux de scolarité (depuis l'école primaire jusqu'à l'université), conditionnées aux situations de pauvreté de leurs familles.

Cependant, ce gouvernement n'a pas augmenté les ressources pour développer les services sociaux de l'État ; il n'y a pas eu une augmentation des dépenses en éducation, ni en santé (à l'exception de la seule année de la pandémie), ni pour soutenir les femmes qui travaillent ; en fait, le gouvernement de Morena a supprimé un programme de crèches subventionnées et un autre concernant l'allongement du temps d'ouverture des écoles, pour aider les femmes qui travaillent. Dans le secteur de l'éducation, il a abrogé la réforme libérale de l'administration précédente, sans présenter une alternative qui puisse améliorer la piètre situation dans laquelle se trouvent les écoles publiques mexicaines. En ce qui concerne la santé, il a supprimé le très insuffisant *Seguro Popular*, une fois encore sans présenter un nouveau modèle viable², et il a utilisé à d'autres fins le fonds de dépenses catastrophiques qui visait à subvenir aux besoins des familles pauvres, dans le cas de maladies graves que le *Seguro Popular* ne couvrait pas. Finalement, le gouvernement n'a proposé aucun programme d'amélioration des conditions d'habitat des familles qui vivent

² En fait, le programme INSABI, sans structure ni planification, qui a remplacé le *Seguro Popular*, a fait faillite pendant la pandémie, et il a été supprimé à son tour par ce même gouvernement en 2023, et substitué par un autre, également non planifié, qui est l'IMSS Bienestar.

en situation de pauvreté, par exemple en ne subventionnant pas l'accès à un sol en béton et à l'eau courante potable.

Ce gouvernement a, donc, en fait, continué de mener une politique sociale néo-libérale, en la rendant plus généreuse dans certains cas. De fait, la politique d'assistance, implantée par les gouvernements néo-libéraux, n'a pas été remplacée par des droits et des services alloués par l'État ; il s'agit plutôt d'une extension et d'un approfondissement des transferts monétaires conditionnés et des politiques sociales qui favorisent l'individualisme, fondement idéologique de la pensée libérale. Le gouvernement, par ailleurs, n'a pas touché au système de retraite par capitalisation des travailleurs.

Le fait que ce gouvernement n'ait pas prêté une attention spéciale au système de santé a eu des conséquences catastrophiques pendant la pandémie du Covid-19. La disparition du *Seguro Popular*, sans une vraie alternative, quelques mois avant le début de la pandémie, a eu un effet désastreux sur la population mexicaine durant la crise sanitaire qui a frappé le pays. On regrette plus de 800,000 morts en excès, le troisième niveau le plus élevé d'Amérique latine par rapport à la population du pays, et un des plus élevés au monde (Bizberg, 2021). Dans la mesure où la santé dépend largement des dépenses personnelles, les personnes hésitaient à aller chez le médecin ou à l'hôpital, et ne le faisaient que lorsque leur état s'aggravait; dans le cas du coronavirus, cela a eu pour conséquence que de nombreux malades se soient adressés aux cliniques quand ils étaient gravement malades ou qu'ils mouraient chez eux ; près de la moitié des décès liés au Covid sont survenus à domicile. Mais même parmi ceux qui ont eu accès aux soins hospitaliers dans le système public, entre 40 et 50 % sont décédés ; tandis que dans le secteur privé, ce pourcentage était d'environ 20 % (Sánchez-Talanquer et al., 2020 : 28).

Enfin, dans les cas du Mexique il faut aussi tenir compte d'une situation difficilement quantifiable : la posture irresponsable des dirigeants face à l'épidémie. Au début, le président mexicain n'a pas pris la crise sanitaire au sérieux (comme Johnson, Trump ou Bolsonaro), et même lorsque la situation s'est aggravée et que le gouvernement a commencé à conseiller la distanciation sociale (sans imposer un confinement strict ni en soutenant financièrement les secteurs d'activité informelle ou formelle pour y parvenir, comme l'a fait la France, mais aussi le Brésil, l'Argentine et même le Chili), il ne

conseillait pas l'utilisation généralisée de masques. En fait, le président mexicain ne s'est presque jamais présenté en public avec un masque.

Les résultats de la politique sociale du gouvernement de Morena transparaissent dans les données qui ont été récemment publiées par le CONEVAL, à partir de l'enquête réalisée tous les deux ans, qui ont montré une diminution d'un peu plus de 8%, de 44 à 36%, de la population vivant en situation de pauvreté, même si la pauvreté extrême a décliné beaucoup moins, de 1.5%, passant de 11 à 9% de la population totale entre 2020 et 2022. En conséquence, 4% des Mexicains ont vu leurs carences d'accès à l'alimentation diminuer. Mais le caractère de la politique sociale de ce gouvernement se montre pleinement quand on voit que les carences sociales (éducation, santé, sécurité sociale, habitat, services de base) ont augmenté pour 6% de la population, de 23.7 à 29.4%. Les services ou les carences qui ont le plus augmenté sont ceux concernant la santé, passant de 28 à 39% de la population totale (Coneval, 2023).

Par contre, il y a eu un vrai tournant dans la politique salariale et syndicale. Le gouvernement d'AMLO a entrepris une politique salariale radicalement différente de celle des gouvernements néo-libéraux précédents, principalement en ce qui concerne le salaire minimum. À partir du début de son mandat, le salaire minimum a été considérablement augmenté ; en fait, il a presque doublé en 5 ans. D'autre part, une importante réforme du travail a été adoptée, pour une plus grande transparence des relations syndicales, en soumettant les syndicats mexicains à de nouvelles conditions, telles que l'obligation de faire voter les contrats collectifs de travail par vote secret et direct des travailleurs ; ce qui a eu comme résultat la disparition des nombreux contrats de protection, contrôlés par les propres entreprises, obligeant les syndicats à être plus représentatifs. Il est aussi vrai que certains syndicats, les plus puissants, se sont adaptés sans trop changer leurs comportements habituels, comme ceux des enseignants et des travailleurs pétroliers. D'autre part, le gouvernement a fait passer une législation interdisant la sous-traitance, ce qui a obligé beaucoup d'entreprises (mais sûrement pas toutes) à embaucher directement leurs travailleurs.

D'autre part, au contraire de ce qu'on aurait pu espérer d'un gouvernement de gauche, issu et impulsé à la présidence par divers mouvements sociaux surgis pendant les

30 dernières années, c'est-à-dire le renforcement des mouvements sociaux, avec l'appui de ceux-ci, on a vécu tout le contraire. Le gouvernement de Morena s'est éloigné de ces organisations et mouvements pour entreprendre une politique populiste, qui liait le leader AMLO avec le peuple sans intermédiaires. En ce sens, il écartait les organisations surgies de la société civile pour mettre en place ses politiques, ce qui a eu comme résultat que celles-ci ont commencé à critiquer le gouvernement. En réponse à cette situation, le gouvernement a entrepris leur délégitimation par tous les moyens possibles, surtout lors de la conférence de presse quotidienne du président (*la mañanera*). Il a accusé les organisations et mouvements sociaux, tels que les féministes, les écologistes, les organisations de victimes et de disparus de la guerre contre les cartels, les communautés indiennes, les intellectuels de gauche critiques, comme des créations des néo-libéraux et des conservateurs. De cette manière, le gouvernement de la 4T a continué avec le travail de sape des organisations sociales (syndicats, groupes populaires, paysans, mouvements des quartiers populaires) qui avait commencé dans les années 80. Néanmoins, il reste des organisations très actives au niveau local, ainsi que le puissant et actif mouvement féministe, comme on peut le constater dans l'article de Melgar et Tinat.

Ce qui a peut-être le plus choqué de la relation du gouvernement d'AMLO envers la société civile, c'est l'abandon des organisations de victimes, par exemple celle de Javier Sicilia, et d'autres comme celle des femmes héroïques qui recherchent leurs parents disparus (*las buscadoras*), qui sont harcelés et tués par les cartels de la drogue; AMLO ne les a jamais reçus personnellement. D'autre part, il n'a pas non plus résolu le cas des 43 jeunes d'Ayotzinapa qui ont disparu dans des conditions atroces en 2014, pendant la présidence de Peña Nieto, malgré sa promesse de mettre toute la lumière sur ce cas tellement tragique, principalement parce qu'il n'a pas accepté l'implication de l'armée.

Par ailleurs, la politique pour réduire la violence qui frappe le Mexique depuis la période sexennale de Felipe Calderón, qui a lancé une « guerre contre les cartels de la drogue », n'a fait qu'accroître et étendre la violence dans tout le pays; est maintenant impliquée dans des tâches de sécurité civile qui étaient celles des différents corps policiers; la plupart d'entre eux étaient soit corrompus par les cartels, soit incapables de leur faire face. AMLO a lancé la politique de « *abrazos y no balazos* » qui ne prône pas d'êtreindre

les narcotrafiquants, comme le prétendent ses critiques, mais d'embrasser « le peuple », une métaphore pour dire qu'il fallait résoudre les causes structurelles de la violence (pauvreté, chômage et manque de place pour les jeunes dans la société), afin de tarir les sources de cooptation des jeunes de la part de l'économie criminelle, au lieu d'attaquer directement les cartels. Sans une autre politique de sécurité, cette politique qui, même si elle avait du succès, aurait des effets à long terme, n'a pas réduit la violence des cartels de la drogue pendant la période sexennale; au contraire, ceux-ci se sont étendus et renforcés, augmentant considérablement la violence, comme on peut le lire dans l'article de Arturo Alvarado. Les différentes régions du Mexique sont très affectées politiquement, économiquement et socialement par l'implantation de ces nouveaux acteurs criminels et un climat de grande violence se développe face aux groupes mafieux de la drogue.

D'autre part, encore plus centrale, la militarisation du pays s'est fortement accentuée dans de très nombreux domaines. Au lieu de faire rentrer l'armée dans les casernes, comme il l'avait promis lors de sa campagne, le gouvernement d'AMLO a accru son pouvoir en lui assignant de nombreuses tâches en plus de la sécurité : administratives (les douanes, les aéroports, les frontières pour contrôler la migration) et économiques comme la construction et administration de l'aéroport Felipe Angeles et de Tulum, la construction d'une partie du Tren Maya ainsi que l'administration de la totalité de celui-ci une fois en service ainsi que du train transisthmique, la nouvelle ligne aérienne étatique (*Mexicana de Aviación*), entre autres. Nonobstant, ces grands travaux ont été réalisés sans études préalables de viabilité économique, d'impact écologique et de consensus avec les populations locales.

Finalement, malgré une volonté de changement du gouvernement et le titre de *Cuarta Transformación* (4T), le gouvernement du président AMLO et de son parti Morena s'est montré très semblable à ceux des présidences du PRI des années 70 : centraliste, clientéliste, et méfiant envers les institutions autonomes gérant les élections (INE et TRIFE), la transparence des actes du gouvernement (INAE), la Commission nationale des Droits de l'Homme, l'appareil judiciaire, la Cour des comptes (*Contraloría de la Federación*), entre autres. Le président a tenu, chaque jour pendant sa période présidentielle de six ans, une conférence de presse où il a continuellement commenté les actions du

gouvernement et les nouvelles les plus marquantes, critiquant continuellement ses adversaires politiques, en les qualifiant de conservateurs, néo-libéraux, corrompus, etc. Cela a eu comme effet de polariser, d'une manière très marquante, la vie politique mexicaine.

De plus, les inégalités sociales et territoriales au Mexique se creusent, sans que des politiques fédérales et des États les prennent en charge. La division entre le monde urbain et rural est décisive du point de vue économique, social et démographique, ce à quoi s'ajoutent les disparités régionales. En sus des espaces urbains et métropolitains, plusieurs zones dans le nord et le centre du pays concentrent les activités économiques industrielles et de services (Bajío, Frontera Norte, Nuevo León) ; le contraste est saisissant avec les zones géographiquement isolées et marginalisées, notamment au sud du pays (Chiapas, Guerrero, Oaxaca). Les conséquences démographiques et sociales de cette fracture se révèlent avec les fortes différences de mortalité, plus élevée dans les zones rurales et périphériques des grandes métropoles, notamment la forte mortalité maternelle, laquelle a encore augmenté pendant l'épidémie du Covid-19.

Présentation des articles

Dans ce numéro de Cahiers d'Amérique Latine, sont réunis des articles qui visent à établir un premier bilan du gouvernement d'AMLO, alors que sa période sexennale s'achève en juin 2024. Dans une chronique et le dossier sur le Mexique de la 4T, les chercheurs analysent des thématiques sélectionnées, parmi les plus importantes : les migrations internationales, les élections de 2018 et 2021, le projet de Tren Maya, les droits des femmes, la sécurité publique et la violence, la politique énergétique et minière, le veto contre la légalisation du cannabis et l'interdiction du glyphosate et du maïs transgénique. Le traitement politique de toutes ces questions représente la manière de gouverner pendant la présidence d'AMLO, les principes qui la guident, les principaux problèmes et résultats face aux questions sociales et territoriales.

La Chronique sur les politiques des migrations internationales

En préambule au dossier sur le Mexique de la 4T, figure une Chronique signée par Tonatiuh Guillén, ancien Commissaire de l'Institut national de la Migration (INM)³ qui aborde la question cruciale de la politique des migrations internationales. D'abord considérée, dans les premiers mois du gouvernement d'AMLO, au prisme des droits des migrants, elle s'est transformée, sous la pression de Donald Trump puis de Joe Biden, en une politique de sécurité nationale et internationale, visant à limiter l'accès des migrants et des réfugiés au territoire mexicain et nord-américain. C'est devenu sous la 4T une politique entièrement militarisée, violant les droits humains, et faisant de nombreuses victimes chez les migrants et leurs familles, sans protection réelle de la part des organismes publics pendant la traversée du territoire mexicain. Le texte montre également le changement considérable des pays d'origine et les tendances des flux migratoires au cours du temps, avec l'arrivée de plus en plus importante de migrants centraméricains et d'autres pays du monde (Cuba, Venezuela, Nicaragua ; plus tard ce seront aussi des Africains et des Asiatiques). Les migrations ont aussi changé leurs modalités, par exemple en s'organisant sous la forme de caravanes migratoires. La Chronique de T. Guillén présente également les va et vient et les évolutions radicales des décisions prises au Mexique sur les questions migratoires, sous les pressions de présidents de Etats-Unis (Trump et Biden). Le résultat est la violation des droits des migrants, la violence qu'ils subissent contre leurs personnes et contre leurs familles, sous l'axe politique prioritaire des intérêts politiques des Etats-Unis.

Le Dossier : la 4T en débat

Le premier article du dossier, dont l'auteur est Willibald Sonnleitner, s'intitule « Le Mexique s'est-il polarisé ? Changement et continuités d'une géographie électorale plurielle et fragmentée ». Il s'intéresse aux résultats de l'élection de 2018, laquelle a porté Andrés Manuel López Obrador (AMLO) à la présidence de la République. L'article présenté pour ce dossier analyse les résultats des élections présidentielles et législatives de 2018, que l'auteur qualifie comme le « tsunami de 2018 », soit l'effondrement des trois partis (PAN, PRI, PRD) qui avaient dominé les élections présidentielles jusqu'en 2015. Il souligne à la fois la coalition hétérogène sur laquelle s'appuie le gouvernement d'AMLO et la grande

³ IT. Guillén fut le premier Commissaire de l'INM du gouvernement d'AMLO en 2018, mais il démissionna rapidement pour marquer son désaccord lors du virage vers le contrôle des migrants par les militaires.

disparité des forces d'opposition. Alors que tout le discours politique de la période sexennale 2018-2024 s'appuie sur la rupture engagée par la 4T et la bipolarisation de la classe politique à partir de deux pôles antagoniques irréconciliables, cette division ne se reflète pas dans le vote des électeurs, puisqu'elle reste plurielle et fragmentée.

Cet article, qui repose sur de nombreuses données et sur des analyses cartographiques et statistiques rigoureuses et originales, met en évidence le pluralisme des votes au Mexique, tout au long de l'espace national. W. Sonnleitner souligne, à partir de l'histoire récente et approfondie de la démocratie mexicaine, des évolutions inattendues et contrastées. Les élections présidentielles et régionales de juin 2024 permettront de poursuivre cette analyse et de continuer à observer les conséquences des évolutions politiques en cours.

Un des projets emblématiques de la 4T est celui du train maya (Tren Maya). Le président AMLO s'en occupe personnellement, il l'a annoncé dès les premiers jours de son gouvernement, la communication est massive, par tous les moyens, au niveau national. Diana Prelorenzo présente l'article «Les Mayas sur les rails de la 4T », basé sur de nombreuses sources bibliographiques et des enquêtes de terrain. Elle explique en détail le contenu du projet, son organisation, les institutions, les principales étapes, le manque de planification. Au niveau local, D. Prelorenzo a relevé sur place de nombreux problèmes : ni consentement des participants ni suivi pour les populations concernées ; les problèmes du foncier débouchent sur des expropriations forcées ; la mobilité interurbaine ne résout pas les problèmes de villes comme Mérida ou Cancún et va entrer en concurrence avec les moyens de transport existants. Par ailleurs, la déforestation est massive et les programmes pour la compenser sont insuffisants ; les décisions juridiques portant sur les recours déposés ne sont pas respectées, à partir de l'argument présidentiel de la sécurité nationale ; suite à la militarisation du territoire, la répression et la violence s'intensifient vis-à-vis des journalistes, des écologistes et de la population locale.

D. Prelorenzo souligne que l'objectif principal de ce projet d'infrastructure publique repose sur l'extractivisme, l'industrialisation et les investissements étrangers, dans la même ligne que les projets antérieurs développés dès les années 1996 par tous les gouvernements qui se sont succédé depuis. D. Prelorenzo montre, grâce aux données qu'elle a recueillies, que ce projet manifeste un véritable déclin démocratique, sans respect des droits fondamentaux des

habitants du Yucatán, comme le droit d'information, d'autodétermination, de propriété ou de protestation.

Sur le même sujet du Tren Maya, mais avec une optique différente, Gabriela Torres Mazuera, dans son article « ¿Qué nos dice el Tren Maya de la política nacional agraria bajo el gobierno federal de la 4T ? » s'interroge sur les possibles évolutions de la question agraire sous le gouvernement de AMLO. L'analyse repose sur des discours, des publications officielles, des entretiens avec des fonctionnaires et plus particulièrement sur la participation de l'auteure à de nombreuses réunions avec les groupes indigènes et les *ejidatarios* de la région, qu'elle a accompagnés entre 2017 et 2023. Elle constate que le manque de budget (« l'austérité républicaine » de la 4 T) a fragilisé la capacité de l'État pour changer de politique agraire. Ainsi, dans l'état du Yucatán, la volonté de transformation, par les fonctionnaires récemment nommés par le gouvernement d'AMLO, fut rapidement neutralisée par l'opposition des pouvoirs locaux (surnommée « la mafia agraria »). Une ample consultation sur le Tren Maya, avec les communautés et peuples indigènes, fut organisée en 2019, avec la participation de 1400 communautés (75% du total affecté par le projet). Mais une deuxième étape de consultation (Protocolo de consulta), pendant les 3 années suivantes, a abouti à de nombreuses expropriations, sans tenir compte de l'opposition de groupes contestataires de gauche réclamant plus de pouvoir de décision pour les communautés indigènes. De fait, comme dans les gouvernements antérieurs à la 4T, la politique agraire a consisté à transférer les droits fonciers individuels des *ejidatarios* pour le développement du programme du Tren Maya.

Une autre des problématiques posées par le gouvernement de la 4T, celle de la situation des femmes et des mobilisations féministes au Mexique, est examinée dans l'article de Lucía Melgar et Karine Tinat « Cuatro años de retrocesos y resistencias: las mujeres ante el gobierno de López Obrador ». Elles soulignent que l'arrivée au pouvoir de AMLO avait suscité beaucoup d'espairs. En effet, des réformes limitées mais réelles avaient permis antérieurement quelques avancées vers l'égalité de genre (par exemple la parité dans les institutions politiques) ou quelques droits pour les femmes (accès à l'avortement dans la ville de Mexico). Cependant, les problèmes demeuraient immenses, en particulier les féminicides et les inégalités de genre. Or, le gouvernement d'AMLO a supprimé les programmes sociaux qui permettaient aux femmes, notamment à celles qui travaillaient,

d'améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs enfants, comme le programme Progresá, les garderies, les écoles à plein temps. Une vision conservatrice du rôle des femmes a prévalu de la part du président de la République (la femme à la maison, s'occupant des enfants et des personnes âgées). Pendant l'épidémie de Covid, la fermeture prolongée des écoles a confiné les femmes à la maison, puisque les enfants n'ont pas assisté à l'école pendant de longs mois, et la violence domestique a augmenté. Lors des quatre années du gouvernement d'AMLO, les politiques vers l'égalité de genre ont été entravées et la violence envers les femmes a énormément augmenté, comme le montrent les chiffres officiels de violences dans l'espace public et privé, les disparitions féminines, les morts violentes, les féminicides, etc. Cet article conclut que, quatre ans après l'élection triomphale d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) à la présidence du Mexique, le mouvement féministe a perdu beaucoup d'espoirs. C'est un des grands échecs de ce gouvernement.

Mais la violence, et plus généralement les impasses en matière de sécurité publique, n'affectent pas seulement les femmes, mais toute la population du Mexique. C'est le sujet de l'article d'Arturo Alvarado Mendoza «La seguridad pública y la violencia durante la administración presidencial de Andrés Manuel López Obrador». L'auteur signale le contexte antérieur à ce gouvernement, de faiblesse institutionnelle et d'inexistence d'un régime légal démocratique, pour s'intéresser aux conséquences structurelles des réformes du gouvernement d'AMLO en matière de sécurité publique et de militarisation de la police. Au-delà de la croissance de la criminalité, les résultats de cette analyse montrent la mise en œuvre difficile, par le gouvernement d'AMLO, des réformes entreprises. A. Alvarado décrit la forte expansion de la militarisation, et montre que la Garde nationale est dorénavant la quatrième institution des forces armées mexicaines et la principale dédiée à la sécurité publique.

Les militaires occupent de nouvelles fonctions, comme la distribution de vaccins pendant la pandémie de Covid 19, la responsabilité du Tren Maya et la gestion de l'aéroport international de la Ville de Mexico, etc. Sur la base des statistiques officielles, l'article présente un indice de sécurité composé de trois facteurs et de huit variables. Cette analyse détaillée permet de constater les lacunes dans la création d'une force de sécurité publique capable, efficace, respectueuse des lois et de la protection des citoyens. Alors que la

violence ne diminue pas, que les organisations militaires se consolident sur tout le territoire, A. Alvarado démontre que le militarisme croissant accompagne la faiblesse de la démocratie au Mexique.

Ce dossier des CAL consacré à la 4T présente également trois politiques sectorielles importantes : la politique minière et énergétique de la 4T, la légalisation du cannabis et la politique écologique. L'article de Simon Levy s'intitule « La politique minière et énergétique de la 4T ». L'exemple développé de la Sierra Norte de Puebla, où le travail de terrain de S. Lévy a été effectué, illustre la politique de contention de la contestation par le corporatisme et l'indigénisme d'État. Malgré la ligne radicale des mouvements contestataires contre l'industrie extractive, le Président souhaite en reprendre le contrôle par le biais de l'État.

En ce qui concerne les suspensions de projets, elles sont très limitées, concernant essentiellement des entreprises privées et épargnant largement Pemex et la CFE, entreprises cruciales pour la 4T. Le travail de terrain a démontré également l'importance, pour la suspension des projets, des liens personnels entre les contestataires et des membres du gouvernement d'AMLO. Finalement, S. Lévy montre l'ambiguïté de la politique extractive du gouvernement d'AMLO, qui suspend certains projets miniers et énergétiques contestés par des mouvements de « lutte en défense du territoire » sélectionnés, mais qui ne concernent qu'une maigre partie des projets contestés ; par conséquent, les activités extractives se sont intensifiées dans l'ensemble au cours du mandat présidentiel.

Autre politique sectorielle, celle de la légalisation du cannabis. Elle est analysée par Luiz Rivera Vélez dans l'article « AMLO vs Cannabis: Le tout-puissant veto présidentiel à la légalisation du cannabis au Mexique ». Il observe que l'arrivée au pouvoir d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) a marqué « un point de bascule » dans les débats autour de la légalisation du cannabis au Mexique . Malgré l'avis de la Cour suprême, en 2018, qui a énoncé que la prohibition du cannabis était inconstitutionnelle, et le fait que les deux chambres du Parlement aient voté pour la légalisation du cannabis, celle-ci a été bloquée par le veto présidentiel. Sur ce sujet, le gouvernement d'AMLO est paradoxal, promettant une approche différente vis-à-vis des drogues, mais bloquant totalement les évolutions.

Les résultats analysés dans cet article proviennent d'une enquête qualitative entre 2015 et 2023, les débats parlementaires de mars 2016 à juin 2017, les votes à la Cour suprême (octobre 2018, juin 2021) et de nombreuses réunions de discussion politique sur la légalisation du cannabis. Un suivi médiatique et bibliographique a également été réalisé. Ces données permettent de suivre les étapes légales du dossier de légalisation, jusqu'au veto du Président malgré les avis favorables du Parlement et de la Cour suprême. L. Rivera Vélez conclut que « l'apathie d'AMLO vis-à-vis du cannabis empêche la construction d'un système de légalisation solide et cohérent assurant un accès légal à la plante dans le pays ».

Pour terminer ce dossier sur la 4T, Jean Foyer et Nina Lou Gachet présentent l'article : « L'introuvable écologie politique des populismes de gauche : l'interdiction du glyphosate et du maïs transgénique au Mexique ». Comme plusieurs gouvernements populistes de gauche en Amérique latine (Morales en Bolivie, Correa en Équateur notamment), « la grande transformation annoncée par Lopez Obrador ne semble concerner qu'à la marge l'écologie ». Or, deux décisions ont eu lieu dans ce domaine : l'interdiction du glyphosate et de la culture du maïs transgénique.

En ce qui concerne le maïs transgénique, la controverse sociotechnique dure depuis près de 25 ans au Mexique. Le décret d'interdiction représente le fruit de l'alliance de Lopez Obrador avec certains courants de l'écologie politique mexicaine qui lui sont proches. Or cette alliance cristallise de fortes tensions politiques, entre les tenants d'une agriculture productiviste et ceux qui promeuvent l'écologisation du secteur agricole. De fait, le décret sur l'interdiction du glyphosate et de la culture du maïs transgénique de 2020 révèle ces contradictions politiques au sein du gouvernement, où il a provoqué démissions et remaniements.

Le décret est analysé dans l'article comme révélatrice de l'approche stratégique de l'écologie du gouvernement d'AMLO et non pas comme une politique environnementale. Le texte du décret apparaît juridiquement faible et sa rédaction présente de nombreuses failles. D'ailleurs, des ONG de « défenseurs du maïs » ont publié un communiqué disant que « le décret s'apparente plus à un mémorandum interne qu'à un décret présidentiel puisqu'il n'interdit pas de manière claire, nette et précise l'usage du glyphosate ou du maïs transgénique ». Et il a également une importante portée internationale vis-à-vis des enjeux

commerciaux avec les États-Unis, qui exportent massivement du maïs transgénique au Mexique.

Cependant, ce décret interdisant le maïs transgénique et le glyphosate, à partir du 1er avril 2024, apparaît comme la seule avancée environnementale du gouvernement de la 4T. Malgré le recul général de mesures écologiques et la division du gouvernement d'AMLO sur ces sujets, celui-ci semble, d'après J. Foyer et N. L. Gachet, vouloir garder le vote d'une gauche écologiste qui lui serait fidèle. Cependant, par un coup de théâtre le 27 mars 2024, qui a fortement divisé le cabinet présidentiel, le gouvernement a suspendu cette interdiction.

En termes de conclusions

En conclusion, après une analyse approfondie de plusieurs sujets brûlants dans ce dossier sur la 4T, il est évident que la grande transformation annoncée par AMLO rencontre de nombreux obstacles. Il a gagné les élections de 2018 grâce aux espoirs et demandes de la population sur des sujets essentiels : de meilleures conditions de sécurité publique et de lutte contre la violence, notamment pour les femmes ; une plus grande participation des populations affectées par les mégaprojets comme le Tren Maya ; améliorations de la politique agraire ; arrêt des projets extractifs contestés ; légalisation du cannabis et avancées écologiques.

En plus des récents reculs économiques et sociaux entre 2018 et 2024 au Mexique, les effets désastreux de la pandémie de Covid 19, la détérioration des conditions de vie de la population, de l'éducation et de la santé, tous les auteurs qui ont participé au dossier montrent que les décisions du gouvernement d'AMLO, sur un grand nombre de thématiques, n'ont pas permis de réels progrès. Tous soulignent également les effets négatifs des coupes budgétaires massives subies par les différentes entités publiques.

En matière de sécurité publique, malgré des changements institutionnels et la militarisation, les chiffres ne cessent d'augmenter pour la violence et la criminalité (homicides, féminicides, disparitions forcées, etc.). Le développement du projet de Tren Maya a des conséquences adverses importantes sur les populations locales et la contestation est dangereuse pour la vie même des opposants. Les droits des femmes sont limités et les mobilisations féminines sont entravées.

Par ailleurs, les décisions dans le domaine des politiques sectorielles sont paradoxales et ambiguës, promettant par exemple une approche différente vis-à-vis des drogues, mais bloquant la légalisation du cannabis ; promulguant un décret, au texte ambivalent, pour interdire le maïs transgénique et le glyphosate, mais sans le promulguer ; bloquant certains projets énergétiques, mais de manière sélective et limitée, sans entraver l'expansion des activités extractives en général.

Politiquement parlant, il est évident que les décisions de AMLO correspondent parfois à ses opinions personnelles (par exemple sur le cannabis), mais en général elles sont le fruit d'approches stratégiques, qui visent à assurer la pérennité de son projet politique. Par rapport aux espoirs suscités par son élection en 2018, les déceptions sont nombreuses. Les résultats des élections de 2024 rendront compte des conséquences des principales fractures politiques qui se sont développées tout au long des six années de ce gouvernement.

Ouvrages cités :

Bizberg, Ilan (2019). *Diversity of Capitalisms in Latin America*, Cham : Palgrave-Macmillan.

Bizberg, Ilan (2022). "Latin American Health Regimes in the Face of the Pandemic", *Interventions Économiques. Papers in Political Economy*, 67.

Sánchez-Talanquer, Mariano et al. (2020). *La respuesta de México al COVID: estudio de caso*, San Francisco : Institute for Global Health Sciences, UCSF.

CONEVAL (2023). *Comunicado No. 7*, Mexico : Coneval.